



# Le président prisonnier de ses généreux donateurs

Pour comprendre l'entêtement fiscal de E Macron , il faut s'interroger sur ce qui a permis au candidat Macron d'accéder à la magistrature suprême. Non, ce ne sont pas ses 18% d'électeurs inscrits du premier tour, mais les donateurs qui ont financé une campagne électorale volontairement confuse et manipulatrice. ([voir la vidéo](#)) Le JDD du 1<sup>er</sup> décembre 2018, dans l'analyse des

comptes de campagne du président, fait ces constats particulièrement éclairants.



Dans ce premier tableau, il

apparaît que les principaux donateurs sont concentrés en Région Parisienne avec une contribution de 7,4 millions € représentant 56% du total. On notera au passage les dons importants, 800 000 €, en provenance de la Grande Bretagne.

Dans ce deuxième tableau, le JDD pointe la richesse des donateurs, 913 dons ont apporté près de la moitié, 6,3

**13.008.446 euros**  
Le montant total des dons reçus par le parti  
Ensemble, entre sa création (septembre 2016),  
et l'élection présidentielle, le 7 mai 2017.

1,2 %  
des dons (13 dons)  
d'un montant égal ou  
supérieur à 200 000 euros  
ont rapporté 6,3 millions  
d'euros, soit 48 % du total.

14 %  
des dons venant  
de France  
ont rapporté 1,9 million  
d'euros, soit 14 % du total.

55 %  
des dons venant  
de l'étranger.

millions €, du total du financement (13 millions €), soit une moyenne de 6 888 € par don Mais précise le JDD, il ne s'agit pas de personnes mais de dons, puisque une même personne a pu faire 2 dons, l'un en 2016, l'autre en 2017 et le JDD va même plus

La répartition des redevables de l'ISF en 2017



loin en faisant l'hypothèse de 4 dons pour un seul couple.

On peut donc légitimement penser que les

67% des redevables ISF sont en Ile de France

très généreux donateurs de E. Macron sont de l'ordre d'un demi millier de personnes et font partie du top 500 des grandes fortunes de France. Ce qui se confirme avec cette cartographie des redevables de l'ISF : comme les donateurs de E. Macron, ils sont concentrés en Ile de France.

## Le coût de l'entêtement

Principales mesures et prélèvements obligatoires en 2018 et 2019	2018	2019
<b>En milliards d'euros</b>		
Dégraivement de la taxe d'habitation pour 80 % des ménages	-3,2	-3,5
Combinaison de réductions sur les revenus supplémentaires		-0,9
Mise en place du prélèvement forfaitaire unique (PFU)	-1,8	-0,3
Baisse de la CSG pour les retraités modestes		-0,3
Baisse cotisations / CSG	4,4	-4,1
Prorogation et renouveau du CPE		0,8
Création de l'impôt sur la fortune immobilière (IFI)	-3,2	
Dégraivement du crédit d'impôt pour l'emploi de personnes à domicile	-1,0	
Suppression des cotisations déductibles	-0,2	
Facilité de la taxe (net des effets de comportement)	0,8	0,4
Baisse de la fiscalité énergétique (impact sur les ménages)	2,4	1,9
<b>Total ménages</b>	<b>-9,8</b>	<b>-6,0</b>
Baisse CICE / réduction (déterminant des mesures de la LF 2018)		-20,4
CICE : impact des mesures antérieures à la LF 2018	-3,7	-0,5
Baisse du taux d'IS de 33 % à 25 %	-1,2	-2,4
Redressement temporaire du Sème agricole (10)		1,3
Taxe de solidarité sociale à 0 % pour les entreprises de moins de 50 salariés		-0,6
<b>Baisse entreprises et l'impôt sur les sociétés</b>	<b>-6,1</b>	<b>0,2</b>
Baisse de la fiscalité énergétique (impact sur les entreprises)	1,3	1,0
Suppression du surcoût de TICPE pour certains voyageurs du gaz		1,0
Recettes affectées à France Compétitivité contribuant au financement du Plan d'Investissements d'Avenir (PIA)	0,3	1,3
<b>Total entreprises</b>	<b>-4,4</b>	<b>-18,8</b>
<b>Total ménages + entreprises</b>	<b>-10,2</b>	<b>-24,8</b>

A partir du document présentant le projet de loi de finances pour 2019, on peut

lister les mesures fiscales et leur coût et attention aux libellés, ils sèment la confusion. Une première série de mesures vise à diminuer l'impôt sur les revenus du capital, dividendes et intérêts. Baisse de l'impôt (et non pas mise en place...) sur les revenus du capital : un coût de 1,9 milliards € sur 2 ans. Suppression de l'ISF (et non pas création) : 3,2 milliards € sur 2 ans. La deuxième série de mesures vise à augmenter les bénéfices des entreprises afin d'améliorer encore le montant des dividendes distribués. Augmentation du Crédit Impôt Compétitivité Emploi (inclus la bascule) : 24,6 milliards € sur 2 ans Baisse du taux d'imposition sur les bénéfices : 2,1 milliards € (après imputation de la petite hausse d'acompte) sur 2 ans. Surtaxe exceptionnelle (effacement) : 5,3 milliards € Le coût total pour la collectivité est de 37 milliards €, sans aucun effet positif à attendre sur la croissance et l'emploi. Quant à l'exonération de la taxe d'habitation, la première ligne du document, dont le montant est de 7 milliards €, elle bénéficie à 18 millions de foyers alors que le coût de 37 milliards € ne profite qu'à une poignée de détenteurs de capitaux. Ce ne sont donc pas du tout les mêmes proportions.

## Les justifications de la Macronie

Argument N°1 : le matraquage fiscal, auquel ont été soumis dans le passé les détenteurs de capitaux et les haut revenus, doit

M€		Exécution 2017
Impôt net sur le revenu		73,0
Impôt net sur les sociétés		55,7
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (brute)		11,1
Taxe sur la valeur ajoutée nette		152,4
Autres recettes fiscales nettes		23,4
<b>Recettes fiscales nettes (1)</b>		<b>295,6</b>
Recettes non fiscales (2)		13,8
<b>Recettes de l'Etat (1) + (2)</b>		<b>309,5</b>

être assoupli. Faux et archi faux

A partir d'un tableau toujours issu du projet

de loi de finances 2019, on peut observer le contraire : en 2017, sur 309 milliards € de recettes fiscales, plus de la moitié (163 milliards €) provient des taxes à la consommation, TVA et TICPE, donc payées par tous. Le matraquage fiscal est subi par les consommateurs et pèse d'autant plus lourd que les revenus sont modestes. Donc ce ne sont pas les hauts revenus qui ont été

Année	Partenaires M€
2007	22 932
2008	18 207
2009	14 264
2010	22 566
2011	22 246
2012	21 246
2013	14 278
2014	24 627
2015	14 660
2016	10 130
2017	10 600
2018	12 200

lourdement imposés mais les bas revenus.

Et comme argument supplémentaire, Il suffit d'observer la croissance

exponentielle du patrimoine de Bernard Arnault telle que présenté dans le magazine Challenges : entre 2013 et 2018 sa fortune a augmenté de 50 milliards €.!!! No comment ! Argument N°2 : Il faut libérer le capital productif pour améliorer le financement des entreprises et soutenir la croissance et l'emploi. Faux et archifaux Rappelons la double activité de la Bourse, le financement des entreprises par l'émission de nouvelles actions et la spéculation, achats et reventes d'actions dans le but exclusif de réaliser de substantielles plus values. L'économiste Frédéric Lordon dans une vidéo postée récemment donne les grandes masses de chacune de ces activités : 10 milliards € pour l'activité de financement des entreprises et ...3 200 milliards € pour l'activité purement spéculative, destructrice de richesses et d'emplois. Donc 99,7% du capital supplémentaire "libéré" risque bien d'alimenter la spéculation, d'entraîner le gonflement de la bulle spéculative et de provoquer une crise financière majeure ...

## Et quid de la transition énergétique

en M€	Exécution 2017	Prévision 2018	Prévision 2019
<b>TICPE brute totale</b>	<b>30,5</b>	<b>33,8</b>	<b>37,7</b>
Transfert aux collectivités territoriales	-12,1	-12,3	-12,3
Transfert au CAS « Transition énergétique »	-6,1	-7,2	-7,2
Transfert à l'AFITF	-1,1	-1,0	-1,2
<b>TICPE brute Etat</b>	<b>11,1</b>	<b>13,3</b>	<b>17,0</b>

Dans ce tableau provenant du projet de loi de finances 2019, l'augmentation prévue de 7

milliards euros de la TICPE est en quasi totalité (6 millions €) utilisée à renflouer les caisses de l'Etat pour compenser les

DEPENSES FISCALES LIÉES À LA CONSOMMATION D'ÉNERGIES FOSSILES (en millions d'euros)		
Nombres	Libellé de la mesure	PIF 2019
000100	Exonération TICPE carburants aviation	3 300
000201	Taux réduit TICPE Diesel agricole et BTP	1 100
000402	Remboursement TICPE voitures	900
000410	Remboursement TICPE camions	215
000427	Déductibilité TICPE tracteurs	190
000432	Exonération TICPE utilisés dans les raffineries	102
000442	Exonération TICPE	60
000451	Exonération de TICPE carburants commerciaux et véhicules	60
000500	Taux réduit TICPE Biod BTP auto	57
000508	Taux réduit TICPE GPE	42
000404	Remboursement TICPE transport public routier en matière de véhicules	24
000403	Taux réduit TICPE taxis	20
000507	Exonération de TICPE 100% aux ENTP	8
000408	Exonération TICPE construction	7
000420	Taux réduit TICPE carburants agricoles conditionnés à usage	6
000414	Exonération TICPE véhicules de la Défense	5
000412	Exonération de TICPE véhicules et matériels de son arsenal	5
000402	Débit déductible aux investisseurs en matière commerciale en Chine	5
000411	Exonération TICPE BTP agricole auto	0
000405	Exonération TICPE agricoles	0
000406	Taux réduit TICPE BTP construction auto	0
000413	Exonération TICPE collectivités locales	0
000404	Taux réduit TICPE EGIE	0
000404	Taux réduit TICPE infrastructures ferroviaires conditionnés à usage	0
000402	Remboursement TICPE aux usagers et GPE, exonération TICPE en matière des	0
000404	Exonération TICPE constructions industrielles	0
000412	Exonération TICPE usagers Déclasse	0
	TOTAL	8 447

baisses accordées aux revenus du capital, et non à assurer la transition énergétique (1 milliard €).

Dans ce deuxième tableau provenant d'un rapport à l'Assemblée nationale en 2014, le montant des exonérations de taxes sur la consommation d'énergie fossile est chiffré à 5,8 milliards €, dont 3,5 milliards pour le kérosène des avions. Qu'attend-on pour taxer ces principaux pollueurs? Je ne reviendrai sur les dernières mesures annoncées par E. Macron, elles ont été abondamment commentées, elles n'auront guère d'effet sur le pouvoir d'achat du plus grand nombre et leur coût de 9 milliards € risque bien de se traduire en diminution de services publics. Je conclurai avec ce slogan : Libérons Macron de ses engagements pris auprès de ses bienfaiteurs : Sources Journal du Dimanche (JDD) du 1er décembre 2018 Magazine Challenges sur le top 500 des plus grandes fortunes Projet de loi de finances pour 2019 Rapport à l'Assemblée Nationale 2014 Site internet du gouvernement : isf en france métropolitaine

## Sources

URL de l'article : <https://www.cuisinedespatrons.com/president-prisonnier-de-generoux-donateurs/>